

Alstom: face aux erreurs de Macron, Montebourg a tout juste!

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 10 octobre 2017

source [Boulevard Voltaire]

Montebourg a 100 % raison ! Il faut rediscuter pour qu'Alstom soit européen (50 % français et 50 % allemand) et non pas sous contrôle allemand. Macron a commis une faute énorme en vendant l'activité énergétique d'Alstom à General Electric. À l'époque, Siemens était prêt à laisser à un Alstom français le contrôle non seulement de l'activité matériel ferroviaire, mais également de l'activité des signaux, qui semble plus développée chez Siemens Mobility que chez Alstom en France.

Ayant fait une ânerie grosse comme une maison, Macron, ne se bat même plus pour ce qui est encore sauvable, à savoir garder la parité de contrôle 50/50 dans la fusion Siemens/Alstom, comme c'est le cas dans l'Airbus de l'air. Ce n'est plus une défaite, c'est une déroute, c'est la Bérézina et, de ce fait, l'État devrait, selon le plan Macron, se retirer à terme complètement du capital d'Alstom, tout comme le groupe Bouygues, après que ce dernier a empoché ses dividendes exceptionnels.

On se demande pourquoi Macron a nationalisé, s'est tant battu dans l'affaire des chantiers navals STX pour le 1 % de contrôle majoritaire du capital... Subitement, cela n'aurait plus aucune espèce d'importance dans l'affaire Alstom ? La contradiction est totale.

La supercherie de communication nous assurant qu'aucun site ne fermera est affligeante ! Le brave Le Maire s'époumone, criant « l'emploi ! », l'emploi qu'il jure de garder pendant quatre ans ! Oui... et après ? Eh bien, après cela se terminera comme Pechiney, Sacilor, Alcatel, Technip Lafarge ; après les quatre ans, c'est celui qui contrôle, à savoir Siemens, qui ne laissera à l'entreprise croupionne Alstom que ses beaux yeux pour pleurer, afin de continuer à vendre ses signaux et son matériel ferroviaire en France à la SNCF !

Selon Le Maire, qui n'a rien d'un économiste ou d'un homme d'affaires, cette fusion est une très bonne nouvelle. Il prétend même que cela ne sert à rien d'avoir un strapontin au capital d'Alstom ! En ce sens, il a raison : il faut effectivement que ce soit 50 % du capital pour garder la parité de contrôle. Il s'agit donc d'une trahison pure et simple de Macron en rase campagne avec une communication hypocrite d'enfant de chœur pour le grand public juste bonne à écœurer les initiés !

Alors, que faut-il faire ? Il n'y a qu'une solution : engager des fonds publics pour imposer la parité de contrôle 50/50 à Siemens en étant conscient qu'à cause de la faute irréversible que constitue la vente d'Alstom énergie à General Electric, il n'est plus possible d'avoir en France le siège social pour l'activité signaux.

L'État, comme le conseille Montebourg, devrait racheter les actions qu'il loue actuellement à Bouygues. À Grenoble, Montebourg a évoqué un mélange d'action politique, de lutte syndicale et de menaces de poursuite pénales. Cette affaire n'est pas sans nous rappeler la légèreté avec laquelle madame Lagarde avait accepté la décision d'un arbitrage honteux dans l'affaire Tapie.

Et le comble de la tartufferie fut avenue Iéna, où l'on vit Henri Poupart-Lafarge, pour garder son poste et ses « stock options » – parlant anglais -, avoir le culot, en compagnie de Joe Kaeser, le président allemand de Siemens, de tenir ces propos : « *Les Allemands ont l'impression d'être rachetés par les Français.* » Et Joe Kaeser est venu en rajouter une pincée en nous disant qu'« *Alstom sera européen et non pas allemand* »...

Montebourg a raison : « *Il n'est pas trop tard pour nationaliser Alstom* » et tout renégocier.

Marc Rousset